

Benjamin Péret, poète révolutionnaire au Brésil, par Fulvio Abramo et Dainis Karepovs

CLT, numéro 25, mars 1986.

(Traduction Jean Puyade et Guy Prévan)

En août 1927, lors d'une réunion de la Commission centrale du Parti Communiste du Brésil (P.C.B.), deux jeunes Brésiliens furent choisis pour participer à l'Ecole léniniste internationale à Moscou : Heitor Ferreira Lima (qui deviendra secrétaire général du P.C.B. au début des années trente) et Benjamin Soares Cabello lequel sera remplacé par Mário Pedrosa **1**.

Fin 1927, Pedrosa part donc pour Moscou, mais il n'ira pas jusque-là et, malade, il reste à Berlin. C'est dans cette ville qu'il est sensibilisé aux idées de l'Opposition de gauche ; il renonce alors à son aller pour Moscou et décide de séjourner en Allemagne et d'y militer au sein du Parti communiste.

En 1928, Pedrosa, qui se trouve en France, se rapproche du groupe qui soutient l'Opposition de gauche dans ce pays et qui publie la revue *La Lutte de classes* (succédant à *Clarté*), avec comme directeur Pierre Naville **2**. C'est durant ce séjour en France que Pedrosa adhère définitivement aux positions défendues par Trotsky alors qu'en Allemagne c'est davantage avec les positions d'un groupe lié à Zinoviev qu'il s'était trouvé en contact. C'est également à cette époque qu'il commence une correspondance avec plusieurs militants du P.C.B. (Livio Barreto Xavier, Aristides da Silveira Lobo, Hylcar Leite, Edgardo de Castro Rebello, Dias Pequerro), dans laquelle il expose la situation en Europe ainsi que les idées de l'Opposition de gauche. Confirmant ces faits, Pedrosa lui-même, dans un article qui date de 1967 et consacré au surréalisme, parlant de Magritte, rapporte qu'il le connut « à Paris, du côté de la place Blanche, dans l'un ou l'autre des cafés de l'endroit, en compagnie de Breton, Eluard, Aragon, Péret, aux alentours de 1928 » **3**. Et Pierre Naville confirme à travers ce témoignage : « J'ai connu l'existence de Pedrosa par la visite de sa belle-mère, accompagnée de deux de ses filles, à la rédaction de *Clarté*, en 1927. Elle venait y chercher de la documentation pour son gendre qui résidait en Allemagne. Je crois que c'était à Berlin ; Pedrosa vint me voir à Paris en 1928. » **4**. Précisons que la belle-mère de Pedrosa était Arinda Galdo Houston et que ses deux filles citées ci-dessus étaient, l'une, Mary, la compagne de Pedrosa, et l'autre, Elsie Houston, la chanteuse brésilienne qui, en 1927, à Paris, avait épousé le poète surréaliste français Benjamin Péret. Bien évidemment, celui-ci avait entendu parler de Mário Pedrosa, qu'il devait connaître personnellement dès l'année suivante.

Péret, comme d'ailleurs l'ensemble du groupe surréaliste, s'intéresse au communisme, s'interroge, s'en rapproche ; il adhérera au parti communiste français en 1927. Mais, comme le souligne Guy Prévan **5**, cela n'aura été qu'un faux départ. Les surréalistes avaient cru adhérer au parti de la révolution et voilà que les responsables du P.C.F. n'en finissaient pas de les faire convoquer par des « commissions de contrôle » afin de les amener à abjurer cette « hérésie politique et culturelle » **6**, le surréalisme ; mais les intéressés surent rester sur leurs gardes et, plus particulièrement, parmi eux, Péret et Breton.

Lorsque, à la fin de 1927, Pierre Naville rentre de Moscou persuadé que l'Opposition de gauche est bien cette « réserve d'or de la Révolution russe » que dira Panaït Istrati, Benjamin Péret est à l'écoute de ce qui lui parvient ainsi de cette minorité qui, à l'appel et à l'exemple de Trotsky, non seulement a refusé de capituler devant le secrétaire général du P.C.U.S., mais ne cesse, en même temps, de développer ses propres thèses, son propre programme de redressement et de sauvetage de la révolution, plus que jamais menacée par les mots d'ordre et par les agissements des tenants du « socialisme dans un seul pays ».

En fait, dès cette époque, l'ex-journaliste de cinématographe de *l'Humanité* ne nourrit plus la moindre illusion sur ce que sera la carrière de l'ancien séminariste de Tiflis (encore un côté du personnage qui devait lui plaire !) et... va agir en conséquence 7.

Ce rapprochement avec l'Opposition de gauche ne fera que resserrer les liens entre Péret et Pedrosa. Les relations entre les deux beaux-frères (par alliance) conjuguent à la fois le côté familial et le côté politique. Toute leur vie, l'un et l'autre demeurent proches de l'aire politique influencée par les idées de Léon Trotsky. Mais, pour l'heure, de 1929 à 1931, au Brésil, le double aspect des liens Péret-Pedrosa joue son rôle dans la bataille pour ce qui est en train de devenir la section brésilienne de l'Opposition internationale de gauche.

Même si les traces matérielles du militantisme politique de Péret au Brésil sont rares, divers témoignages, recueillis auprès d'anciens camarades du poète, sont unanimes qui mettent en avant l'importance de l'influence de Pedrosa pour ce qui fut de l'engagement militant du trotskyste Péret en terre brésilienne.

Juste avant son départ pour l'Amérique du Sud, Péret mène une tentative d'entretien politique avec Pierre Naville. Sans résultat 8 . Et c'est l'embarquement avec Elsie ; ils arrivent à Rio de Janeiro dans les premiers jours de février 1929. Peu après, Mário Pedrosa rentre au pays.

L'année précédente, une grave crise — fruit de la confluence de diverses prises de position — a secoué le P.C.B. D'un côté, signalons les positions de Joaquim Barbosa, responsable syndical du P.C.B., qui critique la ligne adoptée par le parti dans les syndicats 9 ; d'un autre côté, nous trouvons les critiques lancées par un des dirigeants du Comité régional de Sao Paulo du P.C.B., Aristides Lobo, à propos de la situation du parti dans cet État, qui touchent une série de points : le Bloc ouvrier et paysan, la pénétration du parti dans les usines, la Jeunesse communiste, la politique dans les syndicats 10 ; et pour finir, à Rio de Janeiro, un groupe d'une cinquantaine de militants qui, dénonçant le manque de démocratie à l'intérieur du P.C.B., exige la convocation immédiate d'une Conférence nationale 11.

Quelques années plus tard, en 1931, la Ligue communiste (Opposition) évaluait ainsi ce dernier épisode : « La bureaucratie dirigeante prétend, de façon mal intentionnée, établir une confusion entre l'Opposition de 1928, saignée et étouffée à Rio, et l'actuelle Opposition de gauche comme fraction du parti. Son intention évidente, en caractérisant cette dernière comme prolongement de la première, c'est de ressusciter la mauvaise impression ressentie dans les rangs du P.C.B. à la suite de certaines erreurs tactiques commises par les oppositionnels de 1928 : demande de démission du parti, absence de plateforme définie, etc. 12.

Cependant, ce qu'oublie la bureaucratie, c'est que toutes les critiques avancées par la première opposition étaient parfaitement justes et se sont trouvées confirmées par les événements ultérieurs, même que la justesse d'une partie d'entre-elles allait être reconnue quelque temps après, lors du IIIe Congrès du parti même. » 13

Ce IIIe Congrès du P.C.B. s'est tenu à la fin de 1928 et au début de 1929, trois mois donc après la clôture du VIe Congrès de l'Internationale communiste (17 juillet au 11 septembre 1928), lequel, outre le fait de mettre à l'ordre du jour un tournant ultra-gauche, traite pour la première fois de façon spécifique la question latino-américaine, ainsi que la stratégie qui doit être celle des partis communistes de la région.

Présenté par le secrétariat latino-américain de l'IC le rapport sur la situation en Amérique latine va servir de base aux résolutions du IIIe Congrès du P.C.B.

En juin 1929, se tient, résultat, elle aussi, des résolutions du VIe Congrès de la première Conférence des partis communistes latino-américains. Mais revenons au IIIe Congrès du P.C.B., pour constater qu'il s'insère alors dans le processus en cours de total contrôle de l'appareil de l'I.C. par la fraction stalinienne,

entreprise définitivement consolidée et menée à son terme dans les premières années trente, avec la mise à l'écart de pratiquement toute l'ancienne direction du P.C.B. C'est à travers l'étude de ce processus qu'il convient d'interpréter les divers aspects de la crise, elle-même expression d'une mobilisation de divers secteurs du parti en désaccord avec la politique qui a cours à présent, même s'il manque encore à ces opposants un cadre organisationnel et un programme vraiment élaboré.

C'est dans ce contexte que Mário Pedrosa et Benjamin Péret arrivent au Brésil, à un moment où s'engage une discussion **14** sur le fait que la politique de Staline conduirait à la liquidation de l'Internationale Communiste, étant entendu que la politique en question est celle de la défense des intérêts d'une caste privilégiée, la bureaucratie, elle-même reflet des pressions de l'impérialisme sur l'Etat soviétique en voie de dégénérescence. Mais cette dégénérescence n'est pas achevée et, c'est important, n'est pas irréversible, l'Opposition devant mener la lutte pour un redressement de l'I.C. et du Parti.

A ce stade des événements, l'Opposition doit se regrouper sur la base d'une délimitation idéologique et principielle, et non à travers une action de masses, affirmant bien, par-là, son caractère de fraction **15**. Cette délimitation se fait par rapport à trois points : la politique du comité anglo-russe, la révolution chinoise et la politique économique de l'U.R.S.S. et sa relation avec la théorie du socialisme dans un seul pays.

Ces trois points sont importants, car même si, bien sûr, chaque parti doit tenir compte des caractéristiques de son propre pays, l'Opposition, elle, se définit comme une fraction internationale et c'est, d'ailleurs, seulement en tant que telle qu'elle pourra exister. « *L'actuel mouvement d'Opposition au Brésil, bien que lié directement à des circonstances locales, n'est que le reflet de l'Opposition internationale.* » **16**.

Le premier résultat organisationnel de cette discussion, est l'avènement au début de 1930, du Groupe Communiste Lénine (G.C.L.) lequel se constitua, à Rio de Janeiro, autour d'une cellule d'ouvriers du Livre du journal O Paiz (la cellule 4R) qui se trouve exclue « *pour le simple fait que ses membres, en majorité ouvriers, ont osé exposer leurs opinions au parti* » **17**, et d'un certain nombre de militants en désaccord avec la ligne politique du P.C.B. Le 8 mai 1930 paraît le premier numéro de l'organe de l'Opposition, *A luta de classes*. La direction du P.C.B. engage aussitôt une violente diatribe contre les oppositionnels, exclut tous ses membres et en publie les noms dans *A classe operaria* **18**, les dénonçant comme policiers et les attaquant sans relâche.

« *Lutte de classes (du côté de la bourgeoisie) ne serait peut-être qu'un prétexte pour des divagations littéraires de collégiens pédants, lesquels se prennent pour les maîtres du monopole de la culture marxiste si, en réalité, elle n'avait pour objectif de préconiser le défaitisme et l'intrigue à la base du Parti, et cela contre sa direction. La tactique de la police ne fut pas différente... Le « Groupe communiste Lénine » n'a rien de communiste ni de léniniste. Nous protestons contre ces instruments de la contre-révolution qui se camouflent derrière ces mots pour dévoyer et pour tromper les ouvriers moins avertis.* » **19**.

Malgré l'impact de la discussion provoquée par l'Opposition (et qu'elle continuera désormais à mener de façon permanente) — et la réaction de la direction du P.C.B. en est l'éloquent témoignage — le G.C.L. cherchait tout naturellement à élargir son champ d'intervention. C'est ainsi qu'il va tenter d'obtenir l'adhésion de Luiz Carlos Prestes (recrutement qui aurait eu un poids énorme à ce moment-là).

Après le Manifeste de Mai 1930, lequel impressionna vivement les membres de l'Opposition, Mário Pedrosa et Arisitides Lobo lui furent délégués, séparément. A. Lobo réussissait à convaincre Prestes de rejoindre la Ligue d'Action Révolutionnaire (L.A.R.), une tentative de constituer un « *organe technique* » de préparation insurrectionnelle des masses contre le régime de Washington Luiz. Après la révolution de 1930, la L.A.R. est dissoute et, finalement, l'initiative des oppositionnels se termine par un échec : peu de temps après, Prestes se prononce en faveur du P.C.B. **20**.

Benjamin Péret et Mário Pedrosa avaient trouvé le Brésil dans ce qui fut la période finale du travail d'accouchement de la « *Révolution de 30* », laquelle devait éclater en octobre de cette même année, avec le renversement de l'oligarchie pauliste des « *barons du café* » qui sont délogés du pouvoir après quarante ans de domination politique sur le pays, fruit à la fois de leur poids économique d'exportateurs de café, et de leur subordination directe à l'impérialisme.

La source de devises produites par la commercialisation de la « *précieuse graine* » — en liaison directe avec la crise mondiale du capitalisme qui, l'année précédente, avait provoqué le krach de la Bourse de New York — s'étant trouvée entamée, l'oligarchie du café de Sao Paulo enregistrait un grave affaiblissement de sa force politique, conséquence de son quasi subit appauvrissement et signe majeur du processus de concentration de l'économie nationale.

En effet, l'heure paraît arrivée, aux autres secteurs de l'économie et de la politique des autres États de la Fédération — jusqu'alors inféodés à la direction du Parti Républicain Pauliste (l'instrument des « *gazardeiros* » de Sao Paulo) et constamment brimés dans leurs ambitions face à l'hégémonie pauliste —, de s'organiser et de tenter d'assumer le pouvoir. A cette entreprise s'oppose, bien sûr, la politique de résistance du P.R.P. incarné par le président de la République, Washington Luiz. La bourgeoisie pauliste n'entendait pas abandonner sa domination politique sur le reste de la nation.

Les oligarchies régionales du Minas Gerais et du Rio Grande du Sud, alliées épisodiques bien qu'ayant des intérêts divergents face au problème, de se substituer au pouvoir de Sao Paulo, réussissent cependant assez vite, et malgré de nombreux incidents, à structurer un mouvement qu'ils appellent l'*Alliance Libérale* (A.L.). Dans son désir de susciter des partisans dans tous les secteurs de l'opinion nationale, l'A.L. fait de l'agitation à partir d'un programme qui promet le vote à bulletin secret, l'amnistie pour les prisonniers politiques et les exilés (une revendication nationale car, à cette époque, c'est par milliers que se comptaient les victimes de la répression), la liberté d'expression et d'organisation. L'A.L. exige, pour les États de la Fédération, une plus grande participation au pouvoir central. Mais Washington Luiz, grâce à des concessions aux « *gauchos* » (Brésiliens de l'État du Sud du pays alors gouverné par Gétulio Vargas) et par des poursuites engagées contre les politiciens « *mineiros* » (du Minas Gerais), sauve son parti du déclin et de la défaite, convoque lui-même son successeur en la personne du « *Pauliste* » Julio Prestes, lequel sera élu.

Une partie de l'Opposition — Getulio Vargas compris — reconnaît la victoire de Julio Prestes ; mais, fortement accrochées à leur attente de changements, aux espoirs récemment provoqués, les autres oppositions (il s'agit d'un amalgame disparate formé de secteurs politiques régionaux, de mouvements qui cherchaient alors une affirmation nationale — tels les « *Lieutenants* » (les « *Tenentes* ») — avec la masse d'éléments de la petite bourgeoisie et de contingents du prolétariat des grandes villes) n'acceptèrent pas, elles, la victoire du candidat pauliste qui sera immédiatement dénoncée comme frauduleuse. La fraction oppositionnelle qui visait au renversement du pouvoir par la force, les « *Tenentistas* » (restes des groupes qui se créèrent lors de soulèvements de 1922, 1924, et de ce qu'on appela la « *colonne Prestes* ») vit la popularité de son orientation politique renforcée. Elle avait développé son influence en milieu militaire et obtenu des appuis dans les grands centres urbains, ce qui allait se trouver vérifié lors des réceptions, genre apothéose, dont Getulio Vargas serait le grand bénéficiaire, aussi bien à Sao Paulo qu'à Rio de Janeiro, pendant sa campagne électorale, en 1930.

Malgré le caractère hétérogène et confus (mais de façon préméditée), malgré les pas en avant, des pas en arrière, de la conspiration, lorsque survint l'assassinat de Joao Pessoa à Recife (dénoncé comme l'aboutissement d'une entreprise politique), rien ne pouvait plus endiguer l'impétuosité insurrectionnelle des éléments (les « *Tenentes* ») qui exigeaient une solution rapide.

L'opinion publique avait la profonde conviction que les « *lieutenants* » et Getulio Vargas allaient apporter l'amnistie politique pour les milliers d'exilés et d'emprisonnés, l'égalité sociale, l'extension des droits

constitutionnels des travailleurs, la liberté de la presse et celle de l'organisation, la liberté de l'enseignement, le vote à bulletin secret, bref, tout ce qui, depuis des dizaines d'années, se trouvait au cœur des revendications du peuple brésilien.

Lorsque, le 3 octobre, à 17 h 30, commencèrent les assauts et les bombardements des unités militaires de Porto Allegre (Sud du Brésil) qui virent la victoire des insurgés, quelques heures plus tard, à l'aube du 4 octobre, et lorsque, le 5 octobre, toutes les autres unités militaires de l'État « *gauche* » se furent rendues aux « *Lieutenants* », la « *Révolution* » entama sa marche victorieuse vers le Nord : Santa Catarina, Parana, Sao Paulo et, finalement, Rio de Janeiro, où les chevaux « *gauchos* » furent attachés au fameux obélisque. Les mouvements surgis dans d'autres États devaient obtenir également des succès rapides, à la seule exception d'une caserne de Belo Horizonte dont les défenseurs ne se rendirent que lorsque les vivres vinrent à manquer.

Le processus de modification du contrôle du pouvoir central du pays était terminé, mais nullement au bénéfice des « *grandes masses* », des classes travailleuses et exploitées, comme l'avaient promis ceux qui avaient été les artisans de cette transformation et qui allaient devenir les nouveaux despotes.

Interpréter cette série d'événements, même à l'analyse marxiste, n'était pas une tâche facile pour les militants qui s'efforçaient de construire un parti révolutionnaire avec, pour modèle, celui qui avait su réaliser la mission historique de la conquête du pouvoir en Russie. Le problème était probablement rendu encore plus ardu par l'existence de la lutte de tendances acharnée qui déchirait les rangs des communistes du monde entier : conflit relatif aux principes de base de la lutte révolutionnaire contre les classes dominantes ainsi que divergences — qui ne devaient plus cesser — entre les diverses conceptions du parti révolutionnaire, de l'État, du socialisme dans un seul pays et, plus que tout peut-être, le problème des alliances entre classes, ce facteur très certainement prédominant de la scission profonde et sans appel entre le trotskysme et le stalinisme, tant à l'échelle internationale, dans les diverses « *sections nationales* » des partis communistes, qu'à l'échelle brésilienne.

La position du P.C.B. face au mouvement de 1930 fut tout au plus la passivité vis-à-vis des forces qui le réalisaient. Les membres de l'Opposition de gauche, quant à eux, qui s'étaient regroupés autour de Rodolfo Coutinho, Mário Pedrosa, Castro Rebello, Joao da Costa Pimenta — auxquels s'était joint à présent ce Français, artiste et révolutionnaire, Benjamin Péret — affrontèrent aussitôt la nécessité d'une analyse selon les principes du marxisme, sans cependant s'écarter de la « *déformation* » nationale, à travers laquelle les problèmes de classe se manifestent certes dans chaque pays mais, plus spécialement, dans les nations arriérées.

L'aboutissement de ce premier effort d'interprétation de la situation nationale, travail dû plus particulièrement à Mário Pedrosa et Livio Xavier, intitulé « *Ébauche d'une analyse de la situation économique et sociale du Brésil* », devait être publié, dans une version française de B. Péret (avec l'aide de Mary Pedrosa), dans l'organe de l'Opposition de gauche en France, La Lutte de classes, en février-mars 1931 ; il allait d'ailleurs servir de texte de base, pendant de nombreuses années, au Secrétariat international de l'Opposition de gauche (de nombreuses vicissitudes ont fait que l'original portugais de ce texte — qui avait publié dans *A Luta de classe* n° 6 des trotskistes brésiliens sur la situation nationale, à partir de l'analyse du mouvement de 1930 se perdit. Sa version actuelle, due à la traduction de Fulvio Abramo, est encore inédite en portugais...).

Dans l'un de ses passages les plus significatifs, l'« *ébauche* » d'analyse affirme, à propos du rôle des oligarchies régionales (qui jouèrent un rôle si important dans le mouvement de trente) :

« *Ces oligarchies ont chaque fois plus besoin du pouvoir fédéral et cela dans la mesure où l'État se renforce et se centralise et où le capitalisme transforme la base économique sur laquelle elles s'appuient. De là, la lutte constante pour la présidence de la République. Le soulèvement actuel marque un moment*

de ce processus. Les Etats révoltés essaient de résoudre par les armes la violente contradiction qui oppose la forme politique fédérative à un développement pacifique des forces productives. La bourgeoisie brésilienne s'efforce de trouver une forme de conciliation entre la tendance à la centralisation du gouvernement et la structure fédérative, garantie de l'unité politique du Brésil. »

Et dans les lignes finales de la thèse :

« Mais, quel que soit le résultat de la lutte actuelle, l'unité du Brésil, maintenue par la domination de la bourgeoisie, sera garantie en conséquence directe de l'exploitation croissante des classes opprimées et de la réduction systématique des conditions de vie du prolétariat. Le degré plus ou moins élevé de la conscience de classe de celui-ci, le temps plus ou moins long qu'elle va prendre pour se constituer, décideront du sort de cette unité, en ce moment impossible à l'intérieur des strictes limites du capitalisme de l'État bourgeois national. »

Tenant pour une erreur et pour une falsification l'interprétation du « mouvement de trente » qui aurait été une « victoire des masses exploitées », les trotskistes brésiliens estimèrent avec raison — et l'histoire allait le démontrer — que l'alliance entre classes antagonistes ne conduit « les masses exploitées » qu'à des défaites et des souffrances toujours plus grandes.

Mais le Brésil que découvrit Benjamin Péret ne fut pas seulement celui du cataclysme politique qui devait donner son départ au mouvement des masses pour la lente prise de conscience de leur rôle historique — un processus dans lequel il s'engagea dans la mesure de ses possibilités —, ce fut aussi le Brésil indigène, un pays qui conservait, sur son territoire, des peuples archaïques et totalement étrangers à la civilisation européenne ; un pays aux très nombreux particularismes tant dans le domaine de la culture que dans celui des religions ou des rites primitifs ; un monde qui obligeait les intelligences à approfondir leur connaissance, qui avait décemment inspiré le mouvement de « l'Anthropophagie » et, avant celui-ci, la « Semaine de 22 », un ensemble d'expressions artistiques qui mélangeait dans le même creuset des éléments de classes antagoniques, représentants de mouvements culturels de caractère conservateur ou rénovateur, voire révolutionnaire.

Artiste déjà dans sa pleine maturité et conscient de son rôle dans le mouvement surréaliste, dont il ne manqua jamais d'affirmer le contenu révolutionnaire, Benjamin Péret eut la bonne fortune de trouver dans ce pays qui l'accueillait, tous les prétextes, tous les mobiles de cette double activité, à la fois politique et artistique, de cette synthèse permanente — tout à fait dans sa manière — de ses inclinations, de ses goûts, de ce fourmillement d'idées dont se nourrissait sa si riche personnalité.

Nous sommes maintenant dans une période où le G.C.L. va connaître un développement certain grâce à l'adhésion, à São Paulo, d'un groupe de jeunes militants, lesquels, sans même avoir jamais appartenu à une organisation communiste, avaient compris que le chemin de la révolution ne passait déjà plus par le P.C.B. Ce groupe — dans lequel se comptaient, entre autres, Fulvio et Lelia Abramo, Azis Sinao, S. Tibor, D. Massara — donna une grande impulsion au G.C.L. ; c'est alors que celui-ci, voulant caractériser ce saut qualitatif, choisissait le nom de Ligue Communiste (Opposition).

C'est aussi l'époque où, compte tenu du fait que la répression politique était plus intense dans la capitale (Rio de Janeiro), du fait également d'une plus grande concentration prolétarienne à Sao Paulo, le comité exécutif de l'Opposition transfère son siège dans cette ville. Le 21 janvier 1931, dans le local de l'Association des employés de commerce de Sao Paulo, commémorant l'anniversaire de la mort de Lénine, le G.C.L. adoptait sa nouvelle dénomination et s'affiliait à l'Opposition de gauche internationale. A cette session de fondation, on relevait la présence aussi bien d'intellectuels que de travailleurs ; citons Aristides Lobo, Manuel Medeiros, Mário Pedrosa, Livio Xavier, Salvador Pintandes, João Matheus et Benjamin Péret **21**.

C'est seulement à dater de cette période qu'il existe un minimum de documentation permettant de situer avec davantage de précision ce que fut le militantisme politique de Benjamin Péret au Brésil.

C'est parlant de ce temps-là que, dans une déclaration faite à la police lors de son deuxième passage dans les prisons brésiliennes (avec certes la volonté de ne pas s'inventer de nouvelles complications, mais sans cesser pour autant d'être ironique avec ses nouveaux geôliers), il dira : « *A l'époque de l'expulsion, jeune encore, je m'enflammai pour les modernes théories socialistes, considérées alors comme dangereuses pour les structures sociales, mais acceptées aujourd'hui comme évolution naturelle de la législation du travail.* » 22.

Bien que cette documentation se réfère à la seule année 1931, il ne s'agit bien évidemment pas d'en conclure que l'activité militante de Péret au Brésil n'aurait couvert que cette période. Ne pas oublier non plus que poésie et politique révolutionnaire furent toujours menées de front par cet homme et que ce serait nier un des traits fondamentaux de sa personnalité que de vouloir l'ignorer. Rappelons également la réelle influence de Mário Pedrosa sur son beau-frère, ami et camarade.

Donc Péret, qui résidait alors à Rio de Janeiro, était pleinement engagé dans la lutte politique organisée et fort de son expérience vécue autour et dans le P.C.F. (alors que se faisait sentir les conséquences du processus de « *bolchevisation* » sur ce parti), il ne pouvait manquer d'en transmettre et d'en discuter les leçons avec les militants brésiliens, à cette heure confrontés avec une situation analogue.

Son adhésion formelle (nous utilisons cette épithète pour mettre en valeur le fait de sa participation permanente à l'activité politique révolutionnaire) à la Ligue Communiste (Opposition) date du 24 avril 1931. Il rejoint alors cette organisation afin de lutter avec ses camarades « *pour que le parti communiste, une fois rétablie dans ses rangs la liberté de discussion et de critique, reçoive à nouveau en son sein tous les véritables communistes expulsés par les coups de force de la fraction centriste* » (fiche d'adhésion).

Péret, qui exerçait déjà le métier de correction, va s'affilier à l'Union des travailleurs du livre (União dos Trabalhadores Gra'ficos - U.T.G.) ; à noter qu'alors, sur le terrain syndical, il n'y avait pas de distinction entre journalistes et ouvriers d'imprimerie : tous adhéraient à l'U.T.G. ; à noter également que, même syndiqué à l'U.T.G., Péret ne pouvait avoir en tant que militant qu'une activité politique très restreinte : sa situation d'étranger, ses difficultés (bien normales encore) avec la langue portugaise, la répression systématique du gouvernement Vargas contre les militants révolutionnaires. Tout cela fit qu'il dirigea son activité politique, d'une part, et, de façon préférentielle, vers les milieux culturels et artistiques et, d'autre part, pour ce qui était les tâches intérieures de l'Opposition, vers des activités liées aux relations internationales et, plus particulièrement, vers tout ce qui touchait à la correspondance avec le secrétariat international de l'Opposition internationale de gauche. Prudence qui se comprend et qui allait dans le sens des mesures de sécurité prises alors par la Ligue Communiste pour ne pas voir ses militants trop exposés à la répression policière acharnée qui était de règle.

La Ligue Communiste avait organisé ses cellules par secteurs professionnels (travailleurs d'imprimerie, cheminots, ouvriers du bois, du textile, employés de commerce, etc.) et les ouvriers du livre étant les plus nombreux, une bonne partie des cellules était composée entièrement des membres de l'U.T.G. En particulier, la cellule à laquelle appartenait Péret comprenait uniquement des militants de l'U.T.G. : Mario Pedrosa, Livio Xavier, Wenceslão Escobar de Azambuja, João da Costa Pimenta (un des fondateurs du P.C.B.) et Joao Dalla Dea 23.

À la même époque, Péret se livrait à des recherches de documentation pour un ouvrage intitulé *l'Amiral Noir (O Almirante Negro)*, une étude sur la Révolte de Chibata mise en parallèle avec la révolte du cuirassé Potemkine. C'est aux archives de la marine que notre auteur prospecta toutes informations relatives au mouvement dirigé par le marin João Candido, l'Amiral noir, qui donna son titre au livre lequel, à peine imprimé, verra tout son tirage saisi par la police. L'autre aboutissement de l'affaire fut que ces

investigations d'archiviste devinrent l'un des prétextes mis en avant pour l'expulsion du Brésil du poète du *Grand Jeu* par le régime de la révolution de 30. Voilà donc Péret arrêté, et sa demeure perquisitionnée par la force de répression, ce qui nous vaut ce document :

« Le chef de la police demande l'expulsion du territoire national du Français Benjamin Péret, agitateur communiste et orienteur de la Ligue Communiste du Brésil. Se livrant à une ample propagande subversive dans cette ville (Rio de Janeiro), Péret possédant dans sa résidence, 42, rue Carvalho Monteiro, maison n° 7, une machine à imprimer, type ronéo, sur laquelle étaient tirés les bulletins d'agitation destinés aux milieux prolétariens et militaires. La police le trouva en possession de lettres d'introduction auprès des archivistes et des bibliothécaires de ministères de la Guerre et de la Marine, et du palais de « Catete », toutes choses révélatrices de l'audace de ses objectifs » (Information du ministère de la Justice du 4 décembre 1931) [24](#).

Les lettres d'introduction auxquelles fait référence le rapport ci-dessus n'étaient, en réalité, que des demandes d'accès à la documentation nécessaire au travail entrepris sur l'Amiral Noir. Quant à l'audace en question — qu'un Vargas ne pouvait que juger insupportable — c'était, en réalité, celle qui consistait à tenir l'engagement pris avec la Ligue Communiste : *« Lutter jusqu'au bout, sans défaillance, pour la victoire de la Révolution prolétarienne internationale dans le secteur brésilien de la lutte des classes »* (fiche d'adhésion).

Le 10 décembre 1931, Getulio Vargas signait le décret expulsant Benjamin Péret du Brésil [25](#). Le 30 du même mois, l'indésirable est embarqué sur le navire Siqueira Campos à destination du Havre. Quinze ans plus tard, lorsque Péret revient au Brésil, en 1955, ce décret avait toujours force de loi.

Mais revenons en 1932. Dès son retour en France, Péret a dressé une demande d'adhésion à la Ligue Communiste (avec laquelle il avait correspondu par l'intermédiaire de P. Naville) mais, devant l'obstruction obscurantiste qu'il y rencontre, se retourne vers le Groupe Oppositionnel du 15^e arrondissement où il est admis, à l'unanimité, le 11 novembre 1932 [26](#).

En janvier 1933, Hitler prend le pouvoir. La lutte de ceux qui, comme Péret, combattent encore pour un redressement de l'Internationale communiste, connaît un tournant stratégique. Le prolétariat allemand a été défait sans combat. Trahis par Staline et la social-démocratie, les travailleurs allemands viennent de perdre une des plus puissantes positions du prolétariat international. Pour Léon Trotsky, cette défaite, produit de la capitulation de l'I.C., a la même importance historique que la capitulation de la social-démocratie en 1914. Sa conclusion : il n'est plus possible de redresser l'IC, définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois ; il faut construire une nouvelle Internationale, la IVe.

En ces années (1933-1934), les oppositionnels français affrontent les problèmes de la division, et Péret avec ceux qui, en juin 1933, participe, avec son groupe du 15^e rayon, à la création de la Fraction de la Gauche Communiste, puis, le 2 décembre 1933, avec ladite Fraction, rejoint les rangs de l'Union Communiste [27](#).

Parallèlement, à cette époque, Péret sera de toutes les activités surréalistes et le signataire de tous les tracts du mouvement : *« Ne visitez pas l'Exposition Coloniale »*, *« Premier bilan de l'Exposition Coloniale »*, *« Au feu »* (déclaration applaudissant la destruction des églises par les jeunes révolutionnaires espagnols), en 1931 ; les prises de position du groupe sur l'Affaire Aragon, en 1932: *« La Mobilisation contre la guerre n'est pas la paix »* (contre la politique stalinienne face au nazisme), en 1933 ; l'*« Appel à la lutte »* (texte d'inspiration trotskyste qui appelle au front unique pour barrer la route au fascisme) et *« Planète sans visa »* (salut à Trotsky et protestation contre son expulsion de France) en 1934 [28](#).

En juin 1936, surmontant momentanément leurs divisions chroniques, les trotskystes français retrouvent leur unité et fondent le Parti Ouvrier Internationaliste (P.O.I.) auquel Péret adhère aussitôt. Le 5 août, départ de Péret pour l'Espagne, en compagnie de Jean Rous et de Pierre Sabas ; ils y

représentent le P.O.I. et le bureau du secrétariat international auprès du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (P.O.U.M.) dans le feu des débuts de la Révolution espagnole.

Dans les lettres que Péret adressera à André Breton, nous avons une évocation des événements qui va de l'enthousiasme des premiers jours (« *Si tu voyais Barcelone telle qu'elle est aujourd'hui, émaillée de barricades, décorée d'églises incendiées dont il ne reste plus que quatre murs, tu ferais comme moi, tu exulterais* » 11.08.1936) à l'exaspération devant le cours que prennent les choses (« *Je voudrais pouvoir te raconter ici toute les canailleries des staliniens qui sabotent ouvertement la révolution avec l'appui enthousiaste évidemment des petits bourgeois de toutes nuances. Il y a tant de choses. Tant de signes inquiétants au suprême degré et que je ne peux pas dire ici* » (07.03.1937) 29. « *Antonov Ovsenko, consul général de l'U.R.S.S. à Barcelone, a créé dans toute l'Espagne républicaine une espèce d'État dans l'État, avec sa police, ses prisons, ses bourreaux, surtout en Catalogne et à Barcelone.* » 30.

Lorsque cet État dans l'État commence à se mettre en chasse contre ses « *opposants* », Benjamin Péret regagne la France. Poré, Berneri, Barbieri, Freund (Moulin), Marc Rhein (Abramovitch), Erwin Wolf, Kurt Landau et Andrés Nin ne réussissent pas à s'échapper.

Ce séjour et cette expérience auront, en tout cas, permis à Péret de faire un bilan définitif sur ce qu'il en est du stalinisme, la « *stalinalha* » (*Stalinaille*), comme il disait, et, à partir de ce constat, d'orienter tout à fait fermement son action politique pour les années à venir.

De la période qui sépare son retour à Paris du début de ce qui sera la deuxième guerre mondiale, détachons l'adhésion immédiate de Péret à l'Appel — de Breton et Trotsky — pour un art révolutionnaire indépendant lequel débouchera sur la création de la F.I.A.R.I., ainsi que la Conférence de fondation de la IVe Internationale qui, à la veille des graves événements que l'on sait, se voulait l'instrument qui devait permettre à l'avant-garde révolutionnaire (pour elle et pour le prolétariat international) de résister à la pression qui sera celle du prochain affrontement mondial.

Dès le début de la guerre, Péret — ô ironie des choses militaires — est mobilisé à Nantes et affecté au service « *chargé du recensement des suspects* ». Sur quoi, le militant du P.O.I. fera disparaître du fichier les noms de tous les camarades qu'il remplacera par des patronymes de curés 31. Mais ses activités politiques lui valent de nouveau d'être emprisonné, à Rennes cette fois, en mai 1940. Il sera libéré le 22 juillet suivant. Il regagne alors Paris pour quelques mois, puis, franchit la ligne de démarcation, rejoint d'abord Marseille (jusqu'en octobre 1941) et, de là, s'embarquera pour le Mexique via Casablanca.

A Mexico, Péret militera en compagnie d'exilés français et espagnols. Parmi eux, détachons la figure de Manuel Fernaridez Grandizo (G. Munis), dont il partage dorénavant le combat et les analyses de plus en plus critiques à l'égard de la IVe Internationale. Il lui arrivera aussi de collaborer avec Natalia Sedov, la veuve de Léon Trotsky 32.

Sans plus entrer dans le détail, précisons seulement que c'est durant cet exil mexicain que Péret en viendra à remettre en question l'un des postulats fondamentaux de la IVe Internationale : celui de la caractérisation de l'U.R.S.S. - État ouvrier dégénéré ; pour Péret, l'U.R.S.S. est devenue un capitalisme d'État.

Début 1948, retour en France. Jusqu'à sa mort, en 1959, Péret ne baissera jamais les bras dans le combat politique qui demeure le sien et, plus particulièrement, dans sa lutte contre le stalinisme, en France et ailleurs.

En témoignent suffisamment les textes et manifestes politiques du groupe surréaliste reconstitué qui portent la signature de Péret 33.

Au milieu de l'année 1955, ce dernier retourne au Brésil ; il y voyage dans le Nord et le Nord-Est à la recherche de matériaux pour ses travaux sur l'art primitif ; il publie des articles dans diverses revues brésiliennes et alors qu'il s'apprêtait à repartir vers la France, en avril 1956... le voilà de nouveau emprisonné ! La raison ? Le décret de 1931 était toujours en vigueur.

Une active et puissante campagne d'intellectuels brésiliens et une grève de la faim de Péret permettaient sa mise en liberté immédiate.

Dans les dernières années de sa vie, outre ses activités surréalistes, il convient de signaler qu'il collabore à plusieurs reprises avec le parti communiste international [34](#).

Pour nous, en conclusion d'une trajectoire de près d'un demi-siècle de vie militante, Benjamin Péret, ce fut, en politique, d'abord et avant tout, la fidélité à la révolution prolétarienne, c'est-à-dire un combat incessant contre tous les ennemis de l'émancipation des travailleurs. *Je ne mange pas de ce pain-là*

Notes :

1. Heitor Ferreira Lima, *Caminhos percorridos - Memórias de militância*, Sao Paulo, Brasiliense, 1982, pp. 69-70.
2. Robert J. Alexander, dans *Trotskyism in Latin America* (Stanford, Hoover, 1973, p. 69) commet à ce propos deux erreurs : la date de 1929 qu'il donne pour le voyage de Pedrosa en Allemagne alors qu'en 1929 Pedrosa était revenu au Brésil, et l'indication selon laquelle Pedrosa s'est lié à *Clarté*, alors que cette dernière était devenue La Lutte de classes, en janvier 1928.
3. « *Surrealismo ontem e superrealidades hoje* » (*Surréalisme hier et super-réalité aujourd'hui*), Correio da Manhã, 27 août 1967.
4. Lettre de Pierre Naville à Fulvio Abramo, Paris, 6 mars 1985.
5. Guy Prévau, « *Trajectoire politique d'un révolutionnaire poète* » in Jean-Michel Gontier, Benjamin Péret, Paris, Henri Veyrier, 1982, p. 84.
6. André Breton, *Entretiens*, Paris, Gallimard, 1973, p. 130. Maurice Nadeau, *Histoire du surréalisme*, Paris, Seuil, 1946, pp. 148-149.
7. Guy Prévau, dt., p. 84.
8. Interview de Pierre Naville, CEMAP, Paris, janvier 1985.
9. Cf. texte de Barbosa dans Edgard Carone, *O PCB (1922-1943)*, Sao Paulo, Difel, 1982, pp. 56-64.
10. Lettre particulière au C.C.E. du P.C.B., Sao Paulo, 26 juin 1928.
11. Aux camarades du C.C.E. du P.C., Rio de Janeiro, 2 avril 1928, in *Memória e História*, n° 1, pp. 116-123.
12. Aristides Lobo (sous le pseudonyme de José Hernández), dans une lettre codée envoyée de Buenos Aires le 2 octobre 1930, se référant à ce point, affirme que fut toujours critiquée l'erreur commise par les oppositionnels de 1928 qui quittèrent le P.C. « *Il est nécessaire de l'avouer sincèrement, sans vanité d'aucune sorte. Il faut dire que cette erreur fut réellement une grosse erreur, une formidable stupidité.* »
13. Ligue communiste (Opposition), *A oposição comunista é as calamidades da burocracia*, Sao Paulo, Luta de Classe, 1931, pp. 17-18.
14. C'est en réalité l'avocat de Pernambuco, Rodolfo Coutinho, après son séjour en U.R.S.S. et en Allemagne (1924-1926), qui ouvrit la discussion sur la direction que prenait le mouvement révolutionnaire international, mais c'est Mário Pedrosa qui lui donna un cadre organisationnel.
15. Dans la même lettre codée du 2 octobre 1930, Aristides Lobo met en valeur cette question : « *Il est nécessaire de dire une fois de plus que ce que nous combattons, c'est la direction du parti et non le parti. Et cela, bien que c'ait été dit et expliqué, je ne sais combien de fois, n'a pas été respecté.* »
16. Liga comunista (Oposição), op. cit., p. 19.
17. Aristides Lobo, Carta aberta aos membros de Partido Comunista, Sao Paulo, 29 décembre 19

18. Heitor Ferreira Lima, op. cit., p. 140.
19. Caricature de l'Opposition, « A bas les intrigants et les défaitistes », A Classe operaria, n° 92, 5 juillet 1930. Cf aussi « Aux camarades du parti et à tous les travailleurs conscients », A Classe operaria, 19 juillet 1930, in Edgard Carone, op. cit., pp. 130-131.
20. Voir à ce propos le témoignage de Mário Pedrosa dans O Estado de Sao Paulo, 29 avril 1980 ; également Denis de Moraes et Francisco Viana, Prestes, Lutas e autocríticas, Petropolis, Vozes, 1982, p. 51.
21. Edgard Carone, A republica nova (1930-1937), 2^e éd. , Sao Paulo/Rio, Difel, 1976, p. 270.
22. « Le poète Benjamin Péret restera au Brésil », O Estado de Sao Paulo, 18 avril 1956.
23. Les informations ici utilisées sur l'activité militante de Péret ont été obtenues dans des interviews avec Hylcat Leite (20 avril 1985), Edmundo Moniz (9 juin 1965), Fulvio Abramo, 10 septembre 1985.
24. Décret d'expulsion de Benjamin Péret : « Le chef du gouvernement provisoire des Etats-Unis du Brésil, considérant que le Français Benjamin Péret, conformément à ce qui a été établi par la police de cette capitale, est devenu un élément nuisible à la tranquillité publique et à l'ordre social, décide de l'expulser du territoire national. Rio de Janeiro, 10 décembre 1931, 110' de l'Indépendance et 43' de la République. Getulio Vargas et Osvaldo Aranha. » (« Décidée la libération de l'écrivain Benjamin Péret », Folha de Manha, 15 avril 1956).
26. Lors de ce retour en France, Péret eut une surprise désagréable ; l'Opposition française exigea pour l'admettre une déclaration que le surréalisme était « contre-révolutionnaire », et ce en pleine affaire Aragon, au cours de laquelle les surréalistes avaient refusé les positions anti-surréalistes des alliés de Staline, Péret refusa évidemment. Avec l'appui de Marcel Fourrier, il fut finalement admis.
27. Péret s'éloigna de l'Union communiste en mars 1934 sur la pointe des pieds entre autres parce qu'avaient adhéré à l'U.C. des hommes qui lui avaient demandé la déclaration mentionnée n° 26, cf. Guy Prévan, op. cit., pp. 88-90.
28. Guy Prévan, op. cit., p. 90.
29. Une partie des lettres de Péret à Breton est reproduite dans Claude Courtot, Introduction à la lecture de Benjamin Péret, Paris, Le Terrain Vague, 1965, pp. 26-37.
- 80 CAHIERS LEON TROTSKY 25
30. Christian Gras, Alfred Rosmer et le Mouvement révolutionnaire international, Paris, Maspéro, 1971, p. 396.
31. Prévan, op. cit., pp. 94-95.
32. Péret, Natalia Sedova et Munis signent une « Lettre ouverte au parti communiste internationaliste » en juin 1947, certains fragments en sont reproduits dans Guy Prévan, op. cit., pp. 105-106.
33. Prévan, op. cit., pp. 96-104.
34. Gérard Roche, « Autour du 40^e anniversaire de la Révolution d'Octobre, un débat révolutionnaire entre trotskystes et surréalistes. », Champs des activités surréalistes, n° 17, juin 1983, pp. 53-61.

Hilaire Touvet

Trotsky... Jules Romains, Zola ?

Jules Romains, l'auteur de Knock : les années 80 ont enterré ce grand romancier qui assurément prend des allures de géant, comparé aux dérisoires marionnettes du « Nouveau roman ». Mais l'obscurantisme régnant en veut beaucoup aux écrivains capables d'être lus par tous. C'est le cas de Jules Romains.

Il s'est voulu chef d'une nouvelle école, l'unanimité. L'objectif de l'écrivain qui s'en réclamait était de décrire non pas l'homme-individu du roman classique du XIX^e, mais l'homme-dans-son-groupe, à partir des grandes manifestations de la vie collective (groupes sociaux et métiers, quartiers des villes, régions des campagnes) : la conscience collective prime et domine la conscience individuelle, ce qui ne conduit pourtant pas Romains à supprimer les personnages de son oeuvre romanesque. Il accorde une place importante à l'érotisme, avec des audaces certaines, jamais vulgaires, ni gratuites, qui lui valurent de sévères critiques : cet athée croit que le désir remplit un rôle important dans l'existence humaine.

Trotsky semble avoir lu une bonne partie des Hommes de Bonne Volonté. A l'époque des procès de Moscou, il s'inquiète à plusieurs reprises de l'attitude de Jules Romains et se laisse aller à espérer que ce dernier se décidera à devenir, à cette occasion, le Zola du XX^e siècle. Il n'en a rien été, mais on peut légitimement s'interroger sur la validité d'une telle espérance.

Le lecteur connaît la carrière d'écrivain de Zola qui s'est imposé comme le chef d'école du naturalisme, dont l'entrée en politique, avec *J'accuse* (1898) a été retentissante. Sa mort, officiellement une « asphyxie accidentelle », semble pouvoir tout aussi bien avoir été le résultat d'une machination politique, un assassinat bien ficelé. Emile Zola, dans les années 1900, fut l'homme le plus insulté et le plus haï de la droite française : salaud, pornographe, coprophile, anarchiste, juif, italien, métèque, bâton merdeux, sont les épithètes les plus douces dont le couvre une certaine presse qui le tue et ne cache pas sa joie quand disparaît « le plus mauvais de nos romanciers et le plus dangereux ».

L'écrivain fut toujours vilipendé par la critique bourgeoise de son temps, la « Nouvelle Critique » et les prétendus « marxistes » à la Lukács. On ne lui pardonne pas son succès : il est encore l'un des cinq écrivains les plus lus dans le monde. La préface de *L'Assommoir* est une annonce claire et nette, brutale et naïve; de l'oeuvre tout entière : les *Rougon-Macquart* sont une formidable machine de guerre contre le Second Empire et la IIIe République : « Mes per-